

-

Une délégation belge a visité Israël et la Palestine. Ses constats ? Les Palestiniens perdent espoir. Et la communauté internationale doit agir.

Carole GOTFROI

Deux jours après son retour d'Israël et des territoires palestiniens, la délégation belge composée de représentants de la société civile est encore très marquée par ce qu'elle a vécu. Et vu ! La réalité du terrain est très différente des images qui nous parviennent. *" Nous avons voyagé en Cisjordanie, à Jérusalem-est et à Gaza. Nous avons notamment été marqués par notre passage à Hébron. Il y a quelques années, la ville était vivante. Aujourd'hui, c'est une zone fantôme ", explique Arnaud Zacharie, le directeur politique du CNCD.*

Même si elle avait bien préparé son voyage et obtenu toutes les autorisations, la délégation belge a expérimenté la difficulté de se déplacer sur le territoire. D'ailleurs, un membre de la délégation n'a pas été autorisé à pénétrer sur la bande de Gaza. La raison ? Il avait un nom à consonance arabe. À Hébron, les représentants belges ont été arrêtés par l'armée israélienne et bloqués pendant près de deux heures. *" Nous sortions de l'habitation d'un Palestinien. Et notre délégation était guidée par un Israélien. L'armée considérait cela comme une provocation ", se souvient Arnaud Zacharie.*

Les Palestiniens perdent espoir

La bande de Gaza est sous le coup d'un blocus économique. La Cisjordanie est devenue une succession d'enclaves où les Palestiniens sont de moins en moins libres de circuler. Cette situation a une conséquence parmi la population palestinienne. Le sentiment d'appartenance à une même communauté diminue. C'est le cas entre Gaza et la Cisjordanie mais aussi à l'intérieur même de ces deux territoires. Dans ces circonstances, peut-on envisager une solution ? *" Beaucoup d'interlocuteurs palestiniens estiment que la création de deux états (Israël et la Palestine) n'est plus possible. Les territoires palestiniens sont trop morcelés. Quant à un état binational, Israël n'en veut pas. Que faire alors ? Un de nos interlocuteurs à l'ONU a suggéré de continuer ainsi... ", regrette Arnaud Zacharie.*

Même dans les universités, les étudiants ne savent plus quoi penser. Certains avaient reçu une bourse pour étudier en Europe. Ils avaient même obtenu leur visa. *" Mais ils sont toujours là-bas. Ils n'ont pas été autorisés à quitter la bande de Gaza. Ce sont des étudiants, pas des terroristes ! ", s'écrie Véronique Jamouille, vice-présidente de Solidarité socialiste.*

La délégation réclame une intervention des pouvoirs politiques. *" Le gouvernement belge doit faire pression pour qu'on parvienne à une suppression du blocus économique de Gaza. Aujourd'hui, le monde politique joue simplement un rôle humanitaire. Il paie mais il ne prend pas assez d'initiatives politiques. Un exemple : un projet de construction d'une école a été abandonné à Gaza. Il n'y avait pas de béton et l'autorité israélienne empêchait son entrée. Au lieu de taper les poings sur la table, la Communauté européenne suit les diktats des Israéliens ", explique Rik Coolsaet, professeur à l'Université de Gand et membre de la délégation.*

Soumis au blocus, les habitants de la bande de Gaza ont le sentiment d'être en prison. Pire, dans une cage !